

ligne de conduite qui a été décidée, de faire voir que nous ne changeons pas d'avis en trois semaines et que nous ne faisons de propositions aujourd'hui pour les repudier demain. (Écoutez ! écoutez !) Je suis donc certain que si mon hon. ami de North Hastings connaissait ce pays comme moi, il en viendrait à la même conclusion. Ajournement de six heures ; à la reprise de la séance : —

L'HON. M. ALLEYN.—M. L'ORATEUR :—Ceux à qui il a été donné de siéger, depuis 1854, dans la législature canadienne, ont eu à expédier et à régler des matières de la plus haute importance pour la province. Des questions qui, dans d'autres pays plus anciens, ont dissous les liens de la société, ont causé des effusions de sang et presque conduit à l'anarchie,—tel que l'acte de notre tenure seigneuriale et celui des réserves du clergé,—ont été définitivement et paisiblement réglées, non pas sans quelque injustice envers un petit nombre, mais certainement à la satisfaction du peuple en général. Cependant, toutes ces questions, de la plus grande importance pour nous, ne sont rien comparées à celle qui nous occupe en ce moment, car les premières ne se rapportaient qu'aux intérêts et à la prospérité d'une seule province, tandis que le projet actuel se rattache à la création d'une constitution pour toutes les provinces de l'Amérique Britannique du Nord, et pour un pays qui peut arriver à comprendre la moitié d'un continent et s'étendre, par une chaîne non interrompue, de l'Atlantique au Pacifique. (Applaudissements.) Quoique la considération de cette grande question ait déjà pris beaucoup de temps à cette chambre, et que la gravité des matières auxquelles elle se rapporte n'ait pas soulevé dans l'esprit des hon. députés ces vifs sentiments de parti et d'individualité qui sont d'ordinaire l'accompagnement obligé de questions d'une moindre importance et d'une nature plus locale ; je crois néanmoins, M. L'ORATEUR, qu'il n'est personne qui, s'intéressant à l'avenir de ce pays au nom duquel nous sommes ici, peut ne pas finir par rester convaincu que le sujet actuel mérite de nous les plus graves et les plus calmes délibérations. La question, M. L'ORATEUR, n'est pas nouvelle, car elle a été mise sous les yeux du parlement et du peuple à diverses reprises, et depuis 40 ou 50 ans nos hommes d'état les plus distingués n'ont cessé plus ou moins de s'en occuper. Elle a été exposée aux populations de toutes les provinces de

l'Amérique du Nord dans une foule d'écrits et de brochures, et aujourd'hui, à la suite d'une combinaison d'événements extraordinaires, tels peut-être qu'il ne s'en présentera jamais, elle veut être discutée pratiquement par ceux-là qui peuvent lui donner de la vie et de la vitalité. (Écoutez ! écoutez !) Nous sommes, à l'égard de la décision que nous devons prendre sur cette question importante, chargés d'une grande responsabilité. Dans cette combinaison extraordinaire d'événements dont je viens de parler, l'un des faits les plus remarquables a été de voir les hommes les plus éminents de toutes les provinces, ayant chacun des opinions contradictoires, se décider à faire taire leurs répugnances pour élaborer ensemble un projet ayant pour but de favoriser les intérêts du pays. A quelle époque a-t-il été donné de voir les chefs des partis opposés abandonner les avantages que donne toujours à un parti son opposition à quelque grande mesure, pour s'entendre dans une action commune ? C'est pourtant ce qu'il nous a été permis de voir l'automne dernier dans la conférence de Québec. Plusieurs des membres de cette conférence savaient très bien qu'en agissant ainsi ils risquaient leur position politique ; cette considération ne les a pas arrêtés, et nous voyons aujourd'hui qu'en effet la difficulté était sérieuse. Quant à moi, je considère que du moment où un homme agit consciencieusement dans l'exécution de ses devoirs, il préférera essayer une défaite en combattant pour une bonne cause que triompher avec une mauvaise. (Écoutez ! écoutez !) Aussi, me semble-t-il qu'on ne peut réfléchir à la conduite de ces hommes sans leur décerner les plus grandes louanges pour les sentiments élevés de patriotisme dont ils ont fait preuve en cette circonstance. Quoiqu'on puisse dire de leur jugement, tout le monde conviendra que leur conduite est digne des éloges les mieux mérités. (Écoutez ! écoutez !) En voyant d'un autre côté, la question actuelle agitée par toutes les provinces, faire tant de bruit en Angleterre et même sur le continent européen, dans un laps de temps aussi restreint, je crois que nous devons nous convaincre qu'il existe quelque raison toute puissante qu'il en soit ainsi. J'ai soigneusement étudié la question à ce point de vue, et je crois pouvoir dire que la même raison se trouve dans l'histoire de tous les peuples. Je me rappelle que lord MACAULAY, dans un discours qu'il faisait à l'université d'Aberdeen, en parlant